

PROCEDURE de SUPPRESSION DES CCAS OU CAISSES DES ECOLES

- **pour dissoudre un CCAS :**

Historiquement, les CCAS ont été créés par la loi 86-17 du 6 janvier 1986 et ont pris la suite des bureaux d'aide sociale. Leur régime est désormais posé par les articles L.123-4 à L.123-9 et R.123-1 à R.123-65 du Code de l'action sociale et des familles (CASF).

Cependant, si initialement toutes les communes devaient bénéficier d'un CCAS, la loi NOTRe a assoupli le principe en rendant la création d'un CCAS **obligatoire uniquement pour les communes de plus de 1 500 habitants**.

Aussi seules les communes dont la population est inférieure à 1 500 habitants qui ont connaissance de l'existence d'un CCAS n'ayant **plus de vie administrative** peuvent, par simple délibération du conseil municipal, dissoudre l'établissement public précédemment cité en application de l'article L 123-4 du code de l'action sociale et des familles. Le budget annexe du CCAS sera, dès lors, réintégré à celui de la commune.

Il convient de noter que lorsqu'un CIAS existe sur le territoire, les compétences de l'action sociale d'intérêt communautaire de l'EPCI doivent obligatoirement faire l'objet d'un transfert au dit CIAS.

- **pour dissoudre une Caisse des Ecoles :**

Historiquement, la loi de 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire a pour corollaire d'obliger chaque commune à créer une caisse des écoles.

Cependant, la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel prévoit que lorsque « **la caisse des écoles n'a procédé à aucune opération de dépenses ou de recettes pendant trois ans, elle peut être dissoute par délibération du conseil municipal** »

Si vous êtes dans l'une ou l'autre (voire les deux) situations, **vous pouvez prendre une délibération** pour dissoudre le/les établissements.

Après visa de la préfecture, vous devrez **la transmettre aux services de l'INSEE** afin que cet établissement ne soit plus inscrit dans leur fichier.

La délibération peut être transmise par mail à l'adresse : sirene-secteurpublic@contact-insee.fr

Attention : La date de dissolution de l'établissement ne prendra effet qu'à partir du 1^{er} janvier 2025. Il sera donc encore présent dans vos données 2024 pour l'enquête RSU 2025.

Que faire si cette procédure a déjà été faite ?

*Si l'établissement est dissout mais que le numéro de SIRET existe toujours, nous vous invitons à vous rapprocher de l'INSEE par mail à l'adresse suivante sirene-secteurpublic@contact-insee.fr ou par téléphone au **02.38.69.52.60**. Ce service dédié vous indiquera les démarches à suivre, afin de clôturer ce numéro SIRET.*